



**PREFET DE L'AUBE**

**Arrêté n°DDT-SG-2017054-0002 du 23 février 2017**

**Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société CARRIERES SAINT CHRISTOPHE  
Commune de Puits-et-Nuisement**

**La Préfète de l'Aube,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment son livre II, titre I, et son livre V, titre I,
- Vu le code minier,
- Vu l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu le décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées,
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

- Vu l'arrêté préfectoral n°99-1447A du 28 avril 1999 autorisant la société SAS CARRIERES SAINT CHRISTOPHE à exploiter jusqu'au 30 avril 2019 une carrière de roche calcaire sur la commune de PUIITS-ET-NUISEMENT, au lieu-dit «Le Mont Chavaut» pour une superficie totale de 6 ha 03 a 21 ca,
- Vu le schéma départemental des carrières de l'Aube approuvé par arrêté préfectoral du 20 décembre 2001 modifié par arrêté préfectoral du 22 février 2007,
- Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine Normandie approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2015,
- Vu la demande déposée le 27 juillet 2015 par laquelle la société SAS CARRIERES SAINT CHRISTOPHE sollicite l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une carrière de roche calcaire sur la commune de PUIITS-ET-NUISEMENT, au lieu-dit « Le Mont Chavaut» pour une superficie totale de 15 ha 45 a 86 ca,
- Vu les plans, documents et renseignements ainsi que l'étude d'impact joints à la demande précitée,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-SG-2016074-0001 en date du 14 mars 2016 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique du 2 mai 2016 au 2 juin 2016 inclus,
- Vu les observations et avis exprimés lors de l'enquête publique,
- Vu le rapport du commissaire enquêteur du 17 juin 2016,
- Vu les avis exprimés au cours de l'enquête administrative,
- Vu les avis favorables des conseils municipaux de LONGPRE-LE-SEC et VENDEUVRE-SUR-BARSE, et défavorable du conseil municipal de PUIITS-ET-NUISEMENT,
- Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 12 décembre 2016,
- Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites en date du 25 janvier 2017,

Considérant

que les activités exercées sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement et qu'il convient en conséquence de prévoir les mesures adaptées destinées à les prévenir ou empêcher ces effets,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube,

**ARRETE**

## SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 1ER : PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	6
ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION.....	7
<i>Article 2.1 : Contrôles et analyses.....</i>	7
<i>Article 2.2 : Respect des engagements.....</i>	8
<b>CHAPITRE II - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES.....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 3 : INFORMATION DU PUBLIC.....	8
ARTICLE 4 : BORNAGES.....	8
ARTICLE 5 : ACCÈS À LA VOIRIE PUBLIQUE.....	8
ARTICLE 6 : DÉBUT D'EXPLOITATION.....	8
ARTICLE 7 : INTÉGRATION PAYSAGÈRE.....	8
<b>CHAPITRE III - CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 8 : PHASAGE.....	8
ARTICLE 9 : DÉCAPAGE.....	8
<i>Article 9.1 - Technique de décapage.....</i>	8
<i>Article 9.2 - Patrimoine archéologique.....</i>	9
ARTICLE 10 : PRÉSERVATION DU MILIEU NATUREL.....	9
ARTICLE 11 : EXTRACTION.....	10
<i>Article 11.1 – Epaisseur d'extraction.....</i>	10
<i>Article 11.2 – Abattage à l'explosif.....</i>	10
ARTICLE 12 : STOCKAGES ET STATION DE TRANSIT.....	10
ARTICLE 13 : ÉTAT FINAL.....	11
<i>Article 13.1 – Élimination des produits polluants en fin d'exploitation.....</i>	11
<i>Article 13.2 – Remise en état.....</i>	11
<i>Article 13.3- Remblayage partiel de carrière.....</i>	14
<b>CHAPITRE IV - SÉCURITÉ DU PUBLIC.....</b>	<b>15</b>
ARTICLE 14 : CLÔTURES ET ACCÈS.....	15
ARTICLE 15 : ÉLOIGNEMENT DES EXCAVATIONS.....	16
ARTICLE 16 : MATÉRIEL ÉLECTRIQUE.....	16
<b>CHAPITRE V - PLANS.....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 17 : PLANS.....	16
<b>CHAPITRE VI - PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 18 : LIMITATION DES POLLUTIONS.....	17
ARTICLE 19 : PRÉLÈVEMENT, REJET ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX.....	18
<i>Article 19.1- Prévention des pollutions accidentelles.....</i>	18
<i>Article 19.2- Prélèvement d'eau au milieu naturel.....</i>	18
<i>Article 19.3 – Rejets d'eau dans le milieu naturel.....</i>	19
<i>Article 19.3.3.1 – Réseau de surveillance des eaux souterraines.....</i>	19
<i>Article 19.3.3.2 – Contrôle du niveau et de la qualité de la nappe des eaux souterraines.....</i>	20
ARTICLE 20 : POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	20
<i>Article 20.1 – Principes</i>	
<i>Article 20.2 – Envois de poussières.....</i>	21
<i>Article 20.3 – Contrôle des niveaux d'empoussièrement.....</i>	21
ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE L'INCENDIE.....	24
ARTICLE 22 : LIMITATION DES DÉCHETS.....	25
ARTICLE 23 : BRUITS ET VIBRATIONS.....	26
<i>Article 23.1 - Bruits.....</i>	26
<i>Article 23.2 - Vibrations.....</i>	27
ARTICLE 24 : TRANSPORT – ÉVACUATION DES MATÉRIAUX.....	28

<b>CHAPITRE VII : GARANTIES FINANCIÈRES POUR LA REMISE EN ETAT.....</b>	<b>28</b>
ARTICLE 25 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	28
ARTICLE 26 : RENOUVELLEMENT.....	29
ARTICLE 27 : ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	29
ARTICLE 28 : ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES.....	29
ARTICLE 29 : APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES.....	29
ARTICLE 30 : REMISE EN ÉTAT NON CONFORME.....	30
<b>CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....</b>	<b>31</b>
ARTICLE 31 : DROIT DES TIERS.....	30
ARTICLE 32 : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.....	30
ARTICLE 33 : DÉCLARATION DES ACCIDENTS.....	30
ARTICLE 34 : MODIFICATION DU DOSSIER.....	31
ARTICLE 35 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	31
ARTICLE 36 : ARRÊT DÉFINITIF DES TRAVAUX.....	31
ARTICLE 38 : SANCTIONS.....	32
ARTICLE 39 : PUBLICITÉ.....	32
ARTICLE 40 : VOIES DE RECOURS.....	32
ARTICLE 41 : EXÉCUTION.....	33A

Annexe 1 : Plan cadastral

Annexe 2 : Plan de phasage

Annexe 3 : Plan de remise en état partielle déjà effectuée

Annexe 4 : Plan de remise en état avec maintien de l'éperon rocheux en cas de maintien de nidification du Grand Duc d'Europe, avec coupes s'y rapportant en annexe 4 bis et 4 ter

Annexe 4 quater et quinquies : Plan de remise en état en cas d'absence constatée de nidification du grand Duc d'Europe, avec coupe s'y rapportant en annexe quinquies

Annexe 5 : Carte d'implantation des piézomètres de contrôle

Annexe 6 : Réseau de mesures des retombées de poussières

Annexe 7 : Points de contrôle des émissions sonores

Annexe 8 : Plans d'exploitation et remise en état coordonnées

## CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### **Article 1er : Portée de l'autorisation**

La société SAS CARRIERES SAINT CHRISTOPHE, dont le siège social est situé rue Louis de Freycinet – BP6 – 10121 SAINT ANDRE LES VERGERS Cedex, ci-après désignée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de roche calcaire portant sur le territoire de la commune de PUIITS-ET-NUISEMENT, au Lieu-dit « Le Mont Chavaut », Section ZV, sur les parcelles suivantes :

	N° Parcelle	Superficie cadastrale totale (m²)	Superficie autorisée (en m²)	Superficie d'extraction (en m²)
<b>Renouvellement</b>	35	13 140	10 393	0
	43	5 386	5 386	0
	42	1 750	1 750	0
	50	49 233	43 819	4 553
<b>Total renouvellement</b>			61 348	4 553
<b>Extension</b>	38	9 304	9 304	9 304
	37	3 934	3 934	3 934
	22 pp	217 880	80 000	71 400
<b>Total extension</b>			93 238	84 638
<b>Surface totale en m²</b>			<b>154 586</b>	<b>89 191</b>

La surface exploitable tient compte de la bande de protection de 10 m.

Le périmètre d'autorisation PA (15 ha 45 a 86 ca) et le périmètre d'extraction PE (8 ha 91 a 91 ca) sont reportés sur le plan joint en annexe 1.

L'autorisation porte sur les activités suivantes visées par la nomenclature des installations classées :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique Installations classées	Caractéristiques de l'installation	Régime	Rayon d'affichage
2510-1	Exploitation de carrière	Production annuelle de matériaux commercialisables : – moyenne : 130 000 t – maximale : 260 000 t	A	3 km
2515-1-a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, la puissance installée des installations étant supérieure à 550 kW	1 installation mobile de scalpage, concassage, criblage de plus de 550 kW (puissance maximale installée pouvant atteindre 700 kW)	A	2 km

2517.1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 30 000 m <sup>2</sup>	Stockage de matériaux en transit sur une aire d'une surface maximale de 40 000 m <sup>2</sup>	A	3 km
--------	--	---	---	------

#### **A – Autorisation**

#### **E - Enregistrement**

#### **D – Déclaration**

Le volume maximal extrait autorisé est de 2 646 000 m<sup>3</sup>, dont 529 000 m<sup>3</sup> de stériles d'exploitation sur la durée de l'autorisation. Le tonnage maximal extrait et commercialisable est de l'ordre de 3 725 000 tonnes.

La durée de la présente autorisation, qui inclut la remise en état, est fixée à **30 ans**.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la date de fin de la présente autorisation sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'extraction est effectuée via des engins mécaniques avec éventuellement, suivant la dureté du calcaire, usage d'explosif et ceci en 6 phases de 5 années.

Cette extraction donnera lieu en exploitation à la création de 3 à 4 fronts d'une hauteur maximale de 10 m, avec banquette intermédiaire d'une largeur minimale de 5 mètres. La largeur de la dernière banquette sera étendue à 8 mètres et la hauteur du dernier front inférieur pourra atteindre 13 mètres à l'angle Nord-Est.

La remise en état du site est de type écologique et donnera lieu à une vaste dépression qui sera laissée à une évolution naturelle à l'Ouest, avec présence de front de taille, mare existante, merlon avec fructifiée, et au remblaiement partiel de la partie Est au moyen de matériaux inertes sur la zone dont la cote d'extraction aura atteint 190 m NGF (parcelle ZV 22) pour atteindre une cote pouvant varier de 200 m à 208,5 m NGF, avec création d'une prairie de fauche, d'un bosquet de 10 000 m<sup>2</sup> et d'une mare et pierriers, conformément aux dispositions fixées à l'article 13.2 ci-après.

La remise en état du site sera achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par les plans de phasage des travaux et de remise en état du site joints en annexes 2, 3 et 4 au présent arrêté.

## **Article 2 : Conditions générales de l'autorisation**

### **Article 2.1 : Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspection des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet,

dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 2.2 : Respect des engagements**

Sous réserve des prescriptions du présent arrêté et des dispositions réglementaires en vigueur, les installations sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

## **CHAPITRE II - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES**

### **Article 3 : Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

### **Article 4 : Bornages**

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, tel que défini sur le plan joint en annexe 1,
- un piquetage matérialisant le contour du périmètre d'extraction du site, en respectant notamment la bande de sécurité de 10 mètres, établi au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction.

Les bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

### **Article 5 : Accès à la voirie publique**

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Cet aménagement comprend notamment :

- ☛ Le débouché du chemin d'exploitation sera signalé à l'attention des usagers de la RD 79c, par l'implantation d'une signalisation spécifique "sortie de camions"



en bordure et de part et d'autre de la RD 79c à une distance d'environ 150 mètres du dit débouché,

- un panneau stop est implanté à l'intersection du chemin rural dit du Val Marion et la RD 79c avec obligation pour les véhicules de la carrière de tourner à gauche (sans se diriger vers NUISEMENT) ;
- le chemin menant à la carrière doit être renforcé, permettre le croisement de deux camions et revêtu d'un béton routier de la RD 79c jusqu'à l'entrée de la carrière pour éviter l'apport de boues sur la voie publique et l'envol de poussières.

### **Article 6 : Début d'exploitation**

Les garanties financières sont constituées lors du début d'exploitation, après réalisation des aménagements prescrits ci-avant aux articles 3 à 5, et adressées au Préfet. Leur constitution vaut déclaration de début d'exploitation.

Le montant et les modalités d'actualisation des garanties financières sont fixés au chapitre VII.

### **Article 7 : Intégration paysagère**

Avant le début de chaque phase d'exploitation, un merlon de 3 m de haut et une bande boisée doivent être implantés dans la bande de sécurité des 10 m prescrite à l'article 14, en limite Nord et pour partie Est de la zone autorisée afin de diminuer l'impact paysager depuis la zone bâtie du village de Nuisement ; cette bande boisée sera composée de jeunes plants d'arbustes épineux diversifiés.

## **CHAPITRE III - CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

### **Article 8 : Phasage**

Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe 2 doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées.

Les 6 phases correspondent à une durée de 5 ans.

### **Article 9 : Décapage**

#### **Article 9.1 - Technique de décapage**

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Les stocks de stériles ne dépassent pas au total le volume de 46 500 m<sup>3</sup>.

Le volume de plaquettes de découverte non valorisables représente un volume de l'ordre de 43 000 m<sup>3</sup>.

L'horizon humifère représentant un volume de 25 000 m<sup>3</sup> est stocké séparément sur une hauteur maximale respective de 2 m et réutilisé pour la remise en état des lieux.

### **Article 9.2 - Patrimoine archéologique**

L'exploitant doit se conformer aux prescriptions de la direction régionale des affaires culturelles édictées dans l'arrêté n°SRA2016/C055 du 26 février 2016.

La réalisation du diagnostic archéologique est un préalable à toute extraction.

En application de l'article L. 531-14 du code du patrimoine, toute découverte fortuite d'objet fait l'objet d'une déclaration au Maire de la Commune. Les objets trouvés sont conservés par l'exploitant ou le propriétaire des terrains sous sa responsabilité dans l'attente de la venue des représentants des services concernés.

### **Article 10 : Préservation du milieu naturel**

Le pétitionnaire s'adjoindra les services d'un organisme compétent en sciences environnementales et en génie écologique afin d'exploiter et de réaliser la remise en état du site en favorisant le maintien et le développement des espèces animales et végétales inféodées au site.

Ce suivi, qui devra inclure notamment le suivi sur la présence du Grand Duc, sera réalisé suivant une fréquence annuelle. Ce suivi permettra de pouvoir bénéficier des dispositions prévues à l'article 13.2 en cas de présence non avérée du Grand Duc dans l'habitat relevé en 2015 au niveau de l'éperon rocheux.

Un bilan de ce suivi sera transmis à chaque fin de phase quinquennale à l'inspection des installations classées.

L'exploitant prendra les mesures nécessaires au maintien des espèces et habitats patrimoniaux recensés sur le site :

**Préservation de la partie Ouest du site** (carrière existante déjà extraite à la date du présent arrêté) :

Maintien de la mare et mise en place d'un merlon d'une hauteur minimale de 1 m afin de délimiter une zone protégée isolant la partie Ouest. Cette mesure permet de créer une zone de quiétude et préservera ainsi le Petit gravelot et les amphibiens de tout impact lié à la poursuite de l'exploitation. De plus, la mise en place de pierriers ainsi que l'absence d'exploitation dans la partie Ouest permettra au Lézard des murailles de trouver un refuge pérenne le temps de l'exploitation au sein du périmètre d'extraction défini.

La bande de fructifiée longeant la limite Est de l'actuelle carrière ne fera l'objet d'aucune destruction entre début mars et fin juillet.

De plus, le merlon qui entourera l'ensemble de l'emprise finale de la carrière sera réalisé de façon coordonnée à l'avancement de l'exploitation et conservé à la fin de l'exploitation afin de ne pas impacter la végétation et les espèces animales qui s'y seront implantées. Ce merlon représentera donc également une zone de quiétude où la biodiversité pourra s'installer de manière pérenne.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 13.2 (en cas d'absence de nidification du Grand Duc dans l'éperon rocheux), cet éperon situé entre l'ancienne carrière et les nouvelles zones d'extraction sera conservé si la nidification du Grand Duc relevée en 2015 y est toujours avérée. Le talutage prévu pour la mise en conformité de la hauteur de la pointe sud de l'éperon rocheux sera effectué durant la période du cycle biologique la moins impactante pour l'espèce à savoir entre septembre et novembre. La durée des travaux sera optimisée afin que le dérangement occasionné soit le plus court possible. De plus, aucune modification de la paroi existante ne sera effectuée.

## **Article 11 : Extraction**

### **Article 11.1 – Epaisseur d'extraction**

Après l'excavation de 0,35 m de terre végétale en moyenne, de 0,65 m de mélange de terre et pierre (stériles) et 1,5 m de plaquette de découverte, l'extraction donnera lieu à la création de 3 fronts d'une hauteur maximale de 10 mètres.

L'extraction ne peut être réalisée au-dessous de la cote NGF de 200 m NGF, hormis sur l'emprise de la parcelle ZV 22 où cette cote est approfondie à la cote 190 m NGF.

### **Article 11.2 – Abattage à l'explosif**

L'abattage du gisement ne peut être réalisé à l'explosif que suivant les indications du plan de tir défini par l'exploitant. Celui-ci doit prendre en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurer la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mine ne peuvent avoir lieu que les jours ouvrables.

## **Article 12 : Stockages et station de transit**

La terre végétale, représentant un volume total de 25 000 m<sup>3</sup>, est pour une partie utilisée pour la réalisation du merlon de protection avec plantations en haut des fronts Nord et Est et pour le reste stockée en merlons séparément sur une hauteur maximale de 2 mètres et réutilisée pour la remise en état des lieux.

Les stériles de découverte représentant un volume de 46 500 m<sup>3</sup> seront stockés séparément en merlons d'une hauteur de 3 mètres de haut et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Le volume de plaquette de découverte non valorisable est estimé à environ 43 000 m<sup>3</sup>.

Les matériaux seront entreposés sur une hauteur maximale de 8 m pour les stocks sous crible.

Les stocks de matériaux élaborés pourront être entreposés sur une hauteur de 8 mètres en 2 couches avec une rampe.

Les matériaux extérieurs inertes seront stockés sur une hauteur maximale de 5 mètres.

L'exploitant veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

### **Article 13 : État final**

#### **Article 13.1 – Élimination des produits polluants en fin d'exploitation**

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés par des installations dûment autorisées à les recevoir. Il incombe à l'exploitant de justifier de ces conditions de valorisation et/ou d'élimination.

#### **Article 13.2 – Remise en état**

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état est effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et devra être terminée au plus tard à l'échéance de l'autorisation (sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter).

Cette remise en état sera menée en conformité aux plans placés en annexes 3 à 4 au présent arrêté. Elle inclut notamment :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

La remise en état comporte également les principales dispositions suivantes :

#### **Zone Ouest de la carrière dont l'extraction est terminée à la date du présent arrêté :**

- ✓ Remise en état déjà effectuée (cf. plan annexe 3)
- conservation des talutages des fronts de taille à l'Ouest et des merlons au Sud avec les stériles existants, sous un angle inférieur à 60°,

- au Nord, maintien des fronts de taille fractionnés à une hauteur maximale de 5 mètres avec présence de banquettes intermédiaires d'au moins 5 m de large, et mise en place de stériles en pied de front de taille,
- maintien des merlons situés en partie supérieure des fronts de taille au Nord et Est avec présence d'une fructicee,
- conservation du carreau en l'état (cote mini 194 m NGF) de façon à tendre vers une végétation rase et disséminée pour rester favorable au Petit Gravelot,
- conservation de la mare existante en fond de carreau ,
- mise en place de pierriers favorables aux amphibiens, reptiles et micromammifères, et d'éboulis en pied de fronts de taille.

✓ Remise en état complémentaire à effectuer en fin d'exploitation

En 2015, a été relevée la présence du Grand Duc d'Europe sur le front de taille Est du secteur déjà exploité de la carrière. En 2016, la nidification n'a pas été à nouveau constatée.

Les conditions de remise en état finale de ce front sont conditionnées par la nidification effective ou non sur ce front de taille de ce Grand Duc au long de l'exploitation du site, ceci faisant l'objet d'un suivi en application de l'article 10 du présent arrêté.

Si la nidification du Grand Duc est avérée sur la zone précitée, l'aire existante affectée à ce taxon sera intégralement conservée sous la forme d'un éperon rocheux d'environ 35 mètres de large (paliers compris) et de 80 mètres de longueur. La hauteur totale de cet éperon peut atteindre 20 m de haut, avec un front d'une hauteur d'environ 14,5 m au droit du nid jusqu'à la première banquette intermédiaire de 5 m de largeur, surmontée d'un front d'une hauteur maximale de 5 mètres ; en haut de cet éperon rocheux, seront maintenus la fructicee et le merlon de 3 m interdisant l'accès à cet éperon.

Des éboulis calcaires seront mis en place à la base de l'ensemble des fronts, sauf sous la cavité hébergeant éventuellement le Grand Duc d'Europe ; au niveau de cette cavité, un simple merlon implanté à 7 m du pied du front de taille devra être implanté avec plantation de haies d'épineux pour limiter l'accès au bas du front de taille.

Si la nidification du Grand Duc n'est plus avérée sur la zone précitée :

Au plus tôt au terme de la 4 ème phase d'exploitation, soit en 2037, en cas d'absence de nidification du Grand Duc depuis ces 20 ans au niveau de l'éperon rocheux, l'exploitant pourra présenter à l'inspection des installations classées une demande de modification des conditions d'exploitation et de remise en état de cet éperon ; cette demande sera établie sur la base du suivi écologique annuel mené au minimum sur les 20 premières années d'exploitation prévu à l'article 10 du présent arrêté et avec avis de l'organisme compétent en sciences environnementales sur les modifications envisagées ; au travers de cette demande, devront être présentées la qualité de l'habitat en présence pour cette espèce tant sur l'éperon rocheux que sur d'autres fronts nouvellement créés sur la carrière, et les possibilités de report de cette espèce.

Les modifications d'exploitation et de remise en état ainsi envisagées, soumises à l'accord préalable de l'inspection des installations classées, doivent concourir à une

mise en sécurité encore renforcée du site ; ces modifications pourront donc, en cas d'impact non notable sur l'espèce protégée et l'habitat identifié à ce jour dans l'éperon rocheux, inclure l'exploitation de cet éperon afin de limiter à terme la présence de fronts de taille résiduels de grande hauteur sur le site supérieurs à 10 mètres ; la remise en état se référant à ce cas est représentée sur les plans en annexe 4 quater et 4 quinquies du présent arrêté.

### **Zone Est objet des extractions postérieures au présent arrêté :**

- fronts de taille maintenus à 70 ° en limite Nord et Est pour partie, d'une hauteur maximale de 10 mètres avec banquettes intermédiaires, maintien de la clôture et des merlons situés en partie supérieure de ces fronts avec présence d'une haie arbustive d'épineux ; des éboulis calcaires seront mis en place sur le carreau à la base de l'ensemble des fronts résiduels ;

- création d'une zone talutée sur la partie médiane restante des fronts Nord pour accueillir une friche calcicole (colonisation naturelle) ;

- talutage des fronts résiduels Sud à l'aide de stériles pour création de friche et pelouse calcicole (colonisation naturelle) ;

- remblaiement du carreau (parcelle ZV22) de la carrière ayant atteint une cote d'extraction de 190 m NGF pour atteindre une cote finale comprise entre 200 et 208,5 m NGF, suivant la disponibilité des matériaux extérieurs.

Ce remblaiement sera effectué :

- à l'aide de matériaux inertes extérieurs à un rythme moyen de l'ordre de 35 000 m<sup>3</sup> par an,
- avec une partie des stériles d'exploitation voire de découverte qui permettront de finaliser les opérations de remblaiement sur une hauteur de l'ordre de 3 à 4,5 mètres.

- le carreau de la carrière présentera ensuite à terme les aménagements suivants :

- prairie de fauche majoritaire grâce à l'étalement sur environ 30 cm de la terre végétale issue du décapage des nouvelles extractions, réensemencement avec un mélange de graminées simple et entretien par une fauche annuelle tardive (à partir de fin septembre) ; une pente sera appliquée sur cette prairie afin que les eaux de ruissellement viennent alimenter une mare située en limite Est de la carrière ; cette mare présentera des pentes douces et une profondeur maximale de 1 m ; si nécessaire, une couche d'argile sera appliquée afin d'en garantir l'étanchéité ;
- présence d'un bosquet arbustif d'une surface de 10 à 12 000 m<sup>2</sup> ( 1 plan tous les 7 à 8 mètres) laissé à une évolution naturelle ; les essences susceptibles d'être plantées sont les suivantes : Aubépine à un style, érable sycomore, merisier, chêne pédonculé, sureau noir, viorne lantane ; la couche de terre végétale sera portée à 60 cm sur la surface d'emprise du bosquet ;

- pierriers implantés au sein de la prairie de fauche ou au pied des pentes calcicoles ;
- maintien des merlons de ceinture du site.

### **Article 13.3- Remblayage partiel de carrière**

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il ne peut avoir lieu que sur les parcelles constitutives du périmètre d'extraction PE visé à l'article 1. Il est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

Les stockages de déchets inertes sont réalisés de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.

Les matériaux extérieurs destinés au remblayage sont préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Les matériaux inertes autorisés, outre les terres et stériles provenant de la carrière elle-même, relèvent des codifications déchets suivantes :

Déchets admis	Numéro de classement européen
Déchets de construction et de démolition : béton	17 01 01
Déchets de construction et de démolition : briques	17 01 02
Déchets de construction et de démolition : tuiles et céramiques	17 01 03
Déchets de construction et de démolition : mélange de bétons, tuiles et céramiques ne contenant pas de substance dangereuse	17 01 07
Déchets de construction et de démolition : terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	17 05 04
Déchets municipaux : terres et pierres provenant de déchets de jardins et de parcs à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe	20 02 02

Tout matériau non listé dans ce tableau est interdit.

Le volume maximal de déchets inertes susceptible d'être reçu sur le site est évalué de 875 à 900 000 m<sup>3</sup>.

Ceux-ci doivent être préalablement triés et/ou contrôlés par l'exploitant de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Pour le cas de déchets inertes interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite des 50 m<sup>3</sup>. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages...) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées.

### 13.3.2 – Admission

Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation. Un nouveau contrôle visuel et olfactif est réalisé lors du déchargement du camion sur une aire dédiée à cet effet et lors de l'enfouissement afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

En cas de doute, l'exploitant refuse l'admission du déchet.

Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit.

Pour le cas des déchets interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite des 50 m<sup>3</sup>. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages..) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées.

## **CHAPITRE IV - SÉCURITÉ DU PUBLIC**

### **Article 14 : Clôtures et accès**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Un portail à barreaux, verrouillé en dehors des heures de travail, est mise en place au niveau de chaque accès.



L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation, est interdit par une clôture efficace et un merlon d'une hauteur minimale de 2 m ceinturant le site.

Le long du chemin rural de Puits à Montmartin le Haut, situé au Sud du site, sera implanté un merlon avec rideau d'arbres à essences frugales.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

### **Article 15 : Éloignement des excavations**

Les bords de l'excavation de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

### **Article 16 : Matériel électrique**

L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an.

Ces vérifications font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les déficiences constatées auxquelles il faudra remédier dans les plus brefs délais.

## **CHAPITRE V - PLANS**

### **Article 17 : Plans**

L'exploitant doit établir un plan d'échelle adaptée à la superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- Les bords de la fouille ;
- Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- Les zones remises en état ;
- Les bornes déterminant le périmètre d'autorisation et le piquetage déterminant le périmètre d'extraction visés à l'article 4;
- Les pistes et voies de circulation;
- Les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte
- Les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, bascule, locaux, aire étanche...

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

## **CHAPITRE VI - PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

### **Article 18 : Limitation des pollutions**

La carrière et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Si nécessaire, l'exploitant nettoiera ces voies de circulation.

Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé PA visé à l'article 1 doit être réalisé dans le respect des limites de PTAC et PTRR fixées par le Code de la Route.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- les mesures à prendre pour le ravitaillement des engins afin de prévenir tout risque de pollution accidentelle ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles, des adjuvants et des produits dangereux éventuellement utilisés sur le site ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- une procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- une procédure d'intervention devra être établie en cas de pollution ou déversement accidentel, notamment en termes de récupération des terres polluées (décapage, stockage, traitement, etc).

## **Article 19 : Prélèvement, rejet et pollutions accidentelles des eaux**

### **Article 19.1- Prévention des pollutions accidentelles**

19.1.1- Le ravitaillement des engins de chantier sur pneus est réalisé sur une aire étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbures muni d'un obturateur automatique. Le ravitaillement des engins à chenilles et des groupes mobiles de scalpage, concassage et criblage s'effectuera sur une aire étanche mobile sans exutoire.

Les opérations de lavage, d'entretien et de réparation des camions et engins seront réalisées hors du site.

Des kits anti-pollution devront être à disposition en quantité adaptée dans tous les véhicules de l'exploitant et le personnel sera formé à l'utilisation de ces kits.

19.1.2- Aucun stockage fixe d'hydrocarbures (hormis les réservoirs des véhicules) ne sera présent sur le site.

Les stockages d'huiles pour appoint éventuel seront limités à deux fûts maximum de 200 l sur site. Ces huiles seront stockées à l'abri dans un conteneur cadenassé et sur bac de rétention associé.

19.1.3 - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

### **Article 19.2- Prélèvement d'eau au milieu naturel**

Il n'y a aucun prélèvement dans le milieu naturel.

Aucune eau de procédé n'est utilisée sur le site, hormis l'eau pour l'arrosage éventuel des pistes qui s'effectuera à partir d'une citerne à eau.

## **Article 19.3 – Rejets d'eau dans le milieu naturel**

### **19.3.1 – Gestion générale des eaux sur le site :**

L'exploitant veillera à ce que les éventuelles eaux de ruissellement pluviales extérieures au site n'atteignent pas la zone d'exploitation par la mise en place, si nécessaire, d'un réseau de dérivation en périphérie de la zone d'extraction.

Les eaux pluviales de l'aire étanche de distribution d'hydrocarbures sont rejetées dans le milieu naturel après transit par un débourbeur - séparateur d'hydrocarbures.

Tout rejet d'eaux non pluviales hors du périmètre d'autorisation défini à l'article 1 est interdit.

Le traitement des matériaux se fait à sec.

Pour les usages sanitaires, le site sera équipé d'un WC chimique, d'une réserve d'eau potable et d'une cuve de récupération des eaux usées, sans aucun rejet sur site.

### **19.3.2 – Eaux rejetées en sortie du débourbeur – séparateur d'hydrocarbures:**

Les eaux rejetées en sortie du débourbeur - séparateur d'hydrocarbures respectent les prescriptions suivantes :

- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l,
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l,
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l.

Aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.

### **19.3.3 – Dispositif de traitement (débourbeur-séparateur d'hydrocarbures) :**

Ce dispositif est correctement entretenu et régulièrement vidangé à une fréquence permettant d'assurer son bon fonctionnement, et au moins une fois par an.

Une analyse annuelle des rejets du séparateur sera réalisée sur les paramètres MES et hydrocarbures totaux, 6 mois au moins après chaque nettoyage.

Les fiches de suivi d'entretien du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **19.3.3 – Surveillance de la nappe des eaux souterraines**

#### **Article 19.3.3.1 – Réseau de surveillance des eaux souterraines**

Afin de vérifier la présence ou non de la nappe au-dessus de la cote de 190 m NGF, l'exploitant constitue, avant le début de l'exploitation et selon le projet mentionné dans la demande d'autorisation, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins :

- deux puits de contrôle situés en aval de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe
- un puits de contrôle en amont.

comme mentionnés sur le plan 5 annexé au présent arrêté.

#### Article 19.3.3.2 – Contrôle du niveau et de la qualité de la nappe des eaux souterraines

L'exploitant assure une surveillance des eaux souterraines par relevé mensuel du niveau d'eau des puits visés à l'article 19.3.3.1 et réalise, à une fréquence semestrielle (une fois en période de hautes eaux et une fois en période de basses eaux) les analyses de la qualité des eaux souterraines suivantes : pH, température, hydrocarbures totaux, turbidité, conductivité, MEST, DCO.

Afin d'établir un point zéro, une analyse plus détaillée devra être réalisée avant le début de l'apport de déchets inertes extérieurs sur le site ; elle inclura de plus les paramètres suivants : DBO5, COT, carbonates, chlorures, sulfates, ammonium, fluorures, CA, K, Na, Mg, Mn, Fe, Al, Si, métaux lourds.

Cette analyse détaillée sera renouvelée, par l'exploitant, en amont et en aval du site, à la fin de chacune des 6 phases quinquennales d'exploitation, et après remblaiement.

Les résultats de ces mesures sont transmis sous 15 jours après leur réception à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires et de précision sur les évolutions envisagées des conditions d'extraction.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant en informe l'ARS et prend les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et, si elle provient des installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il informe le Préfet et l'Inspection des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les modalités de surveillance de la nappe peuvent être modifiées sur demande de l'exploitant dûment justifiée et après accord de l'inspection des installations classées.

#### Cas où la nappe atteint le niveau d'extraction en cours :

En ce cas, l'exploitant doit informer immédiatement l'inspection des installations classées et suspendre les extractions sur les zones où la nappe est affleurante.

Des propositions de conditions d'exploitation adaptées au contexte et dûment justifiées devront être soumises à l'inspection des installations classées.

## **Article 20 : Pollution atmosphérique**

### **Article 20.1 – Principe :**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 20.2 – Envols de poussières**

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

### **Article 20.3 – Contrôle des niveaux d'empoussièrement**

En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

### **Article 20.4 – Rejets en cas de captation d'air sur les installations**

Il n'est pas prévu de captation d'air sur les installations.

En cas de mise en place de captation, ces rejets d'air seront dépoussiérés selon les modalités suivantes :

a) Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m<sup>3</sup>/h

Les rejets d'air captés et dépoussiérés sont canalisés vers l'extérieur des bâtiments et font l'objet d'un contrôle au moins annuel. Les concentrations, débit et flux de poussières sont mesurés.

Les points d'émission objet de ces contrôles sont accessibles aux fins des analyses.

La concentration du rejet en poussières est inférieure ou égale à 20 mg/Nm<sup>3</sup>, les mètres cubes étant rapportés à des conditions normalisées (273° Kelvin, 101,3 kilopascal) après déduction de la vapeur d'eau, air sec.

Sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièrement pendant lesquelles les teneurs en poussières de l'air rejeté dépassent 20 mg/Nm<sup>3</sup> sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

En aucun cas, la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm<sup>3</sup> en poussières. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

La part de particules PM<sub>10</sub> est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs. Le respect de la norme NF EN ISO 23210 (2009) est réputé répondre aux exigences définies au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

Les contrôles des rejets de poussières, effectués selon la norme NF X 44-052 (2002) pour les mesures de concentrations de poussières supérieures à 50 mg/m<sup>3</sup>, et la norme NF EN 13284-1 (2002) pour celles inférieures à 50 mg/m<sup>3</sup>, sont réputés garantir le respect des exigences réglementaires définies au paragraphe 20.3 du présent arrêté. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé.

b) Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m<sup>3</sup>/h

Les rejets d'air captés et dépoussiérés sont autant que possible canalisés. Dans un tel cas, le rejet est alors dirigé à l'extérieur des bâtiments.

Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm<sup>3</sup> apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

#### **Article 20.5 – Plan de surveillance des émissions de poussières :**

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une première campagne de mesures effectuée avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.

#### **Article 20.6 – Contenu du plan de surveillance :**

Le plan de surveillance sera réalisé à partir des points reportés sur le plan en annexe 6 du présent arrêté.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 20.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 20.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 20.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

#### **Article 20.7 – Objectifs à atteindre :**

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2003) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 20.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.



En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 20.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

### **Article 20.8– Station météorologique :**

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

### **Article 20.9– Bilan des mesures effectuées :**

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Le bilan annuel est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

### **Article 21 : Lutte contre l'incendie**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Chaque engin est équipé d'un extincteur et d'un kit anti pollution.

La défense extérieure contre l'incendie de l'établissement sera assurée avec un débit d'au moins 60 m<sup>3</sup>/h disponible durant 2 heures, susceptible d'être satisfait par l'une des solutions suivantes, ou par leur combinaison :

\* un réseau de distribution d'eau, comportant des poteaux ou bouches d'incendie normalisés (NF EN 14339, NF EN 14384 et NFS 62-200), avec un appareil implanté à 100 mètres de l'entrée principale du bâtiment. Ce réseau de distribution doit répondre aux conditions suivantes :

- son ou ses réservoirs « source » disposent d'une réserve d'eau d'incendie d'au moins 120 m<sup>3</sup>, compte tenu, éventuellement d'un apport garanti pendant la durée du sinistre,
- les canalisations fournissent un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/heure sous une pression de 1 bar.

\* à défaut, une réserve incendie ou tout autre point d'eau conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951, offrant la capacité complémentaire pour atteindre 120 m<sup>3</sup> ; accessible aux engins d'incendie, située à 400 mètres de l'entrée principale du bâtiment.  
Pour obtenir les débits minimums exigibles, la combinaison des deux solutions décrites ci-dessus peut être réalisée.

## **Article 22 : Limitation des déchets**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés trois ans.

Les déchets sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (envols, infiltrations...).

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan intégré au dossier de demande en autorisation, est révisé tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de dangers propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du

19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

## **Article 23 : Bruits et vibrations**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

L'installation fonctionne de 7h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00 du lundi au vendredi.

### **Article 23.1 - Bruits**

Les bruits émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5dB(A) pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés ;
- 3dB(A) pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthode décrite à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée (périmètre PA défini à l'article 1) sont :

- 70 dB(A) de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés
- 60 dB(A) de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré Lecq.

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores sera effectué dès la mise en place des activités présentées (dont l'installation de traitement des matériaux), puis effectué tous les 5 ans. Les 4 points de mesure sont repérés sur le plan en annexe 7 du présent arrêté. Ces points de contrôle pourront être éventuellement modifiés avec accord préalable de l'inspection.

### **Article 23.2 - Vibrations**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

A cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de Fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect de la valeur limite citée supra est vérifié dès le premier tir de mines et ensuite périodiquement tous les ans ou tous les 5 tirs si leur nombre annuel est inférieur.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

L'exploitant reporte dans un tableau, mis à disposition de l'inspecteur des installations classées, les dates des tirs, les vitesses particulières, les fréquences, les

niveaux sonores, les conditions climatiques, la distance de l'appareil par rapport au tir, la référence et le lieu du tir (front supérieur ou inférieur).

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### **Article 24 : Transport – évacuation des matériaux**

Les véhicules sortant du site ne doivent pas être sources de nuisances ou dangers (envols de poussières, dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques, détérioration des voies..).

L'évacuation des matériaux s'effectuera par camions via la RD79c puis la RD79. Ces véhicules ne traverseront pas les villages de NUISEMENT et PUTS-ET-NUISEMENT, hormis pour le cas de livraison dans les villages eux-mêmes.

### **CHAPITRE VII : GARANTIES FINANCIÈRES POUR LA REMISE EN ETAT**

#### **Article 25 : Montant des garanties financières**

La durée de l'autorisation est divisée en 6 périodes.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état joint en annexe 8 au présent arrêté présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées et de leurs installations connexes est de :

- 91 043 € : 1ère phase, du début d'exploitation (T) à T + 5 ans,
- 199 998 € : 2ème phase, de T+ 6 ans à T + 10 ans,
- 270 995 € : 3ème phase, de T + 11 ans à T + 15 ans,
- 280 233 € : 4ème phase, de T + 16 ans à T + 20 ans,
- 288 541 € : 5ème phase, de T + 21 ans à T + 25 ans,
- 302 008 € : 6ème phase, de T + 26 ans au récolement du site.

L'indice TP01 ayant servi au calcul des garanties financières est de 668,5 (102,3 x 6,5345 - juillet 2016).

Les garanties financières sont établies sur la base d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle. Le document attestant de la constitution de ces garanties doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières

prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, publié au Journal Officiel de la République Française du 8 août 2012.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée à l'article 21.

En particulier, le document correspondant doit être disponible au siège de l'entreprise ou sur un site proche. L'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

L'exploitant transmet en préfecture l'acte de cautionnement couvrant la 1ère période d'exploitation et de réaménagement, dès le démarrage des travaux et au plus tard dans le délai de 8 jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 26 : Renouvellement**

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance, conformément à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

### **Article 27 : Actualisation du montant des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- à chaque période visée à l'article 25 au prorata de la variation de l'indice publié TP 01
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

### **Article 28 : Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

## **Article 29 : Appel aux garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.
- pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 (ou R.512-46-25 pour l'enregistrement) du code de l'environnement..
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant physique.

## **Article 30 : Remise en état non conforme**

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L514-11 du code de l'environnement.

# **CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

## **Article 31 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En particulier, le droit d'exploiter accordé par le présent arrêté est conditionné aux droits de propriété du bénéficiaire de la présente autorisation et/ou aux contrats de forage dont il est titulaire.

## **Article 32 : Hygiène et sécurité des travailleurs**

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

### **Article 33 : Déclaration des accidents**

L'exploitant est tenu de déclarer « dans les meilleurs délais » à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

### **Article 34 : Modification du dossier**

Tout projet de modification des conditions d'exploitation des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 35 : Changement d'exploitant**

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Le dossier de demande adressé au Préfet comprend notamment :

- une demande signée conjointement par le cessionnaire et le cédant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du cessionnaire,
- la constitution des garanties financières par le cessionnaire,
- l'attestation du cessionnaire du droit de propriété ou d'utilisation des terrains.

### **Article 36 : Arrêt définitif des travaux**

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux et six mois au moins avant soit la date d'expiration de l'autorisation, soit la date de fin de remise en état définitive des lieux si elle lui est antérieure, le bénéficiaire de la présente autorisation notifie au Préfet l'arrêt définitif de son installation en joignant un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement et comportant en particulier :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site le cas échéant,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines le cas échéant,
- l'insertion du site de la carrière dans son environnement,
- la surveillance éventuelle à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;



- en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Ce mémoire explicite notamment le respect des prescriptions en matière de remise en état applicables à cette carrière définies dans les actes préfectoraux la réglementant. Il devra justifier par des relevés bathymétriques des pentes des berges et les superficies de zones humides.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant, l'arrêt définitif d'une partie de son site autorisé lorsque qu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

La déclaration d'arrêt définitif d'une partie du site autorisé est obligatoire avant toute utilisation de la partie du site pour une activité autre que celles soumises à ladite police des carrières.

### **Article 37 : Caducité**

Les délais de caducité de l'autorisation unique sont ceux mentionnés à l'article R512-74 du code de l'environnement ou le cas échéant à l'article R533-10 du même code.

### **Article 38 : Sanctions**

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de sanctions prévues par le code de l'environnement.

### **Article 39 : Publicité**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Une copie est déposée à la Mairie de PUIITS-ET-NUISEMENT pour y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché à la Mairie de PUIITS-ET-NUISEMENT ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins de Monsieur le Maire de la commune de PUIITS-ET-NUISEMENT.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis est inséré, par les soins de la Préfète et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

### **Article 40 : Voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

#### **Article 41 : Exécution**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Maire de PUIITS-ET-NUISEMENT, Monsieur l'Inspecteur des installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète,



Isabelle DILHAC